

→ Réussir la nouvelle étape

Deux années
d'action au service
des Français



Réforme territoriale

Conférence climat Paris 20

Plan de relance pour le logement

Bat

énergétique



Unipol
Mali/RCA

et croi

Défi européen Priorité à l'appre

Lutte contre le terrorisme

PLF 2015

Fusion PSA / PPE

PLESS 2015

→ Ensemble, réussir la nouvelle étape !

“ L'histoire enseigne aux hommes
la difficulté des grandes tâches
et la lenteur des accomplissements
mais elle justifie l'invincible espoir.

Jean Jaurès

”



Bruno Le Roux

Président du groupe SRC
Assemblée Nationale

Madame, Monsieur,

La crise qui s'est déclenchée en 2008 fragilise nos nations. Partie de la finance, elle s'est propagée à l'économie réelle jusqu'à étouffer toute croissance.

Depuis 2012, la majorité de gauche qui dirige la France a engagé un processus difficile de redressement de notre pays et de son économie. Cette tâche, nous la menons à bien avec un impératif et un handicap.

L'impératif, c'est la préservation de notre modèle social qui est au cœur de l'identité de la France.

Le handicap, ce sont les 2.000 milliards de dette publique principalement engendrés par la droite pendant 10 années.

Dans ces conditions exceptionnelles, nous mettons tout en œuvre pour réussir et mobiliser les énergies. **Les 12 chantiers présentés dans ce livret montrent que, depuis deux ans, la gauche a engagé des initiatives fortes pour répondre aux défis placés sur le chemin de la France.**

La nouvelle étape entamée au printemps 2014 doit consolider cet acquis.

Ensemble, mobilisons-nous pour la réussir !

Sommaire des chantiers du changement

> L'emploi	p 3
> La production	p 4
> Le pouvoir d'achat	p 5
> Le savoir	p 6
> Les finances publiques	p 7
> La solidarité	p 8
> Le territoire	p 9
> La mondialisation	p 10
> La société	p 11
> La sécurité	p 12
> Le quotidien	p 13
> L'avenir	p 14

L'emploi

Priorité à la compétitivité. Avec le **pacte de responsabilité et de solidarité**, la majorité a engagé une action résolue pour baisser les cotisations et impôts pesant sur le travail (6% sur les salaires inférieurs à 2.800 euros en 2014, baisse massive de cotisations jusqu'en 2017, suppression des petites taxes). Cet effort sans précédent de 41 milliards d'euros est un levier majeur pour redonner de la force à notre appareil productif et stimuler l'emploi.

Favoriser l'apprentissage. Prime de 1.000 euros pour chaque apprenti supplémentaire dans les entreprises de moins de 250 salariés, de 2.000 euros dans celles de moins de 11 salariés : la priorité à l'apprentissage est au menu de la rentrée économique et sociale avec un objectif de 500.000 apprentis en entreprises à l'horizon 2017.

Le dialogue social au cœur de la bataille de l'emploi. Avec les 3 conférences sociales organisées depuis 2012, la majorité a placé le **dialogue social** au cœur de la lutte pour l'emploi.

Emplois d'avenir. 150.000 emplois d'avenir ont été signés en faveur de jeunes rencontrant des difficultés d'accès à l'emploi. Les emplois d'avenir sont une passerelle pour créer les conditions d'une insertion durable dans le monde du travail.

• **Renforcer la formation professionnelle.** A partir du 1er janvier 2015, un **compte personnel de formation** va être institué. Il va permettre à chaque travailleur (y compris en perte d'activité) de faire valoir son droit à la formation.

• **Pouvoir chaque emploi.** Certains métiers font face à une pénurie de main d'œuvre. Pour y répondre, le gouvernement a lancé le **plan de formations prioritaires** à l'été 2013 en direction de ces métiers. 100.000 chômeurs en auront bénéficié à la fin de l'année 2014. Pour l'heure, deux tiers des bénéficiaires ont retrouvé un emploi durable dans les six mois suivant leur formation.

• **Sécuriser l'emploi.** Pour lutter contre le chômage, le gouvernement a lancé une grande réforme du marché du travail en lien avec les partenaires sociaux. L'ANI, l'accord entre les syndicats et le patronat, a permis de **fluidifier le marché du travail** tout en garantissant de nouveaux droits pour les salariés.

• **Et aussi :** recrutement de 4.000 nouveaux agents à Pôle Emploi, baisse de la taxe sur les salaires payée par les associations (jusqu'à - 14.000 euros par an), lancement d'un plan européen pour l'emploi des jeunes doté de 6 milliards d'euros, ...



▶ Une rentrée ambitieuse

L'emploi, cœur de nos priorités

Le contrat de génération s'adresse aux entreprises de moins de 300 salariés. En conjuguant embauche d'un jeune et maintien dans l'emploi d'un senior, ces entreprises peuvent percevoir jusqu'à 4.000 euros par an pendant trois ans. Depuis le 12 septembre, le gouvernement double cette aide à 8.000 euros lorsque, dans un même semestre, un jeune de moins de 26 ans et un senior de plus de 55 ans sont embauchés. Objectif 2015 : signature de 40.000 contrats de génération.

La production

Simplifier la vie des entreprises et des ménages.

Alléger les procédures, supprimer les normes inutiles, redondantes ou contradictoires, redonner confiance : la **simplification est un levier de croissance** majeur qui mobilise tous les secteurs ministériels.

La nouvelle France industrielle. 34 plans de reconquête industrielle sont mis en œuvre au service de l'emploi et de l'innovation. Ces plans très concrets (e-éducation, voitures consommant 2 litres aux 100 km, avion électrique, bornes de recharge,...) mobilisent les énergies des entreprises, petites et grandes, de l'administration et des établissements de recherche pour permettre à la France de prendre de l'avance !

Banque publique d'investissement. Née le 1er janvier 2013, cette banque dispose d'une force de frappe de **42 milliards d'euros** pour financer l'investissement, l'innovation et la trésorerie des entreprises.

Réhabiliter la politique industrielle. 600.000 emplois industriels ont disparu de 2002 à 2012. En luttant contre les délocalisations, en facilitant les relocalisations (logiciel Colbert 2.0), en soutenant la trésorerie des entreprises en difficulté (fonds de retournement de 300 millions d'euros), la majorité agit concrètement pour **redonner du tonus à notre appareil industriel.**

Financer les PME. Pour faciliter l'accès des entreprises

• aux financements, un **PEA-PME** (plan d'épargne en actions) a été créé. Il va contribuer au renforcement de notre tissu productif en soutenant les projets des petites et moyennes entreprises.

• **Soutenir les petites entreprises.** Avec la loi sur l'artisanat qui simplifie les procédures, valorise les activités artisanales et crée un statut unique de la micro-entreprise, nous avons doté la France d'outils plus adaptés à la **défense des tissus économiques locaux.**

• **Encourager l'économie sociale et solidaire.** Le **secteur coopératif**, poumon essentiel de l'économie française (10% du PIB et 2,36 millions d'emplois) dispose désormais de nouveaux outils pour se développer. La loi du 21 juillet 2014 améliore le cadre réglementaire, fiscal et institutionnel dans lequel évoluent mutuelles, associations, SCOP,...

• **Remettre les banques au service de l'économie.** La loi bancaire adoptée par la majorité de gauche permet de séparer les activités utiles à l'économie qui financent les emprunts des ménages et des entreprises de celles consacrées à la spéculation. **L'économie réelle n'a pas à être tributaire des erreurs des spéculateurs.**

• **Et aussi :** loi d'avenir pour l'agriculture, soutien au tourisme, développement de la diplomatie économique,...



Réamorcer la croissance

Une loi croissance et pouvoir d'achat concernant les professions réglementées et la libération des énergies économiques est en préparation. Elle sera présentée avant la fin de l'année pour stimuler l'activité économique, relancer le développement local et la création d'entreprises.

Le pouvoir d'achat

Soutenir l'éducation dans les familles. L'allocation de rentrée scolaire a été augmentée de 25% soit, en moyenne, une aide supplémentaire de 75 euros pour 5 millions d'enfants. En fonction de l'âge des enfants, l'ARS va désormais de 362 à 395 euros.

Étendre les tarifs sociaux de l'énergie. Depuis 2013, les tarifs sociaux pour l'électricité et le gaz ont été étendus à 2 millions de ménages supplémentaires. Ils bénéficient désormais à **4 millions de foyers**.

Lutter contre la vie chère en Outre-mer. La loi de régulation économique pour l'Outre-mer a permis une baisse des prix des produits de consommation courante de plus de 10%. Elle a été complétée par un décret carburant entré en vigueur le 1er janvier 2014.

Augmenter le RSA. Dans le cadre du vaste plan de lutte contre la pauvreté adopté dès 2012, une **hausse de 10% du RSA**, en plus de l'inflation, est engagée sur toute la durée du quinquennat.

Alléger le budget logement des ménages. Après 15 années de hausse des loyers, le gouvernement met en œuvre des **mesures concrètes pour enrayer le phénomène** : soutien massif à la construction de logements, encadrement des loyers à Paris et dans certaines zones en tension, plafonnement des tarifs des agences immobilières, simplification des normes.

Généraliser le tiers-payant. D'ici à 2017, **le tiers-payant**

va être progressivement généralisé pour tous les patients. Une manière efficace de renforcer notre modèle social et d'améliorer l'accès de tous à la santé.

Renforcer le système des bourses. Depuis le retour de la gauche, le nombre de bénéficiaires de bourses étudiantes n'a cessé d'augmenter. Un effort bienvenu pour les enfants des classes populaires et des classes moyennes. Pour la seule rentrée universitaire 2014-2015, 80.000 étudiants supplémentaires bénéficieront d'une bourse.

Aider les retraités pauvres. La revalorisation du **minimum vieillesse** (800 euros par mois depuis le 1er octobre 2014) et l'augmentation de l'aide à la couverture santé des retraités adoptées dans le cadre de la réforme des retraites soutiennent le pouvoir d'achat des seniors les plus pauvres. Une prime de 40 euros versée en 2015 a également été programmée pour les retraités ayant une pension inférieure à 1.200 euros.

Une caution logement pour tous les étudiants. Le gouvernement a annoncé, en septembre 2014, la **généralisation de la caution logement** pour tous les étudiants qui en font la demande. C'est un frein à l'accès au logement qui est ainsi levé.

Et aussi : hausse du SMIC, hausse des salaires jusqu'à 1,4 SMIC dans la fonction publique, limitation des dépassements d'honoraires des médecins, augmentation du plafond du livret A et du LDD, bouclier tarifaire pour les usagers des banques, ...



▶ Une rentrée ambitieuse

Baisser les impôts de 9 millions de ménages

Depuis 2008, la fiscalité pesant sur les ménages a beaucoup augmenté pour faire face à la crise. Dès cette année, l'impôt sur le revenu de 4,2 millions de foyers a été baissé. En 2015, la suppression de la première tranche d'impôt sur le revenu permettra de porter ce nombre à 9 millions de foyers.

Le savoir

Embaucher 60.000 enseignants. L'UMP a supprimé 80.000 postes avant 2012. La gauche remet l'école au cœur des priorités publiques et fournit **un effort exceptionnel d'embauche de 60.000 enseignants jusqu'en 2017.**

Lutter contre le décrochage. 140.000 jeunes sortent chaque année du système scolaire sans diplôme. Pour enrayer cette explosion intolérable, nous avons lancé un **plan anti-décrochage visant 25.000 jeunes** en 2014. Ce plan a vocation à monter en puissance au fil du temps.

Faire confiance aux enseignants. Création des ESPE (écoles supérieures du professorat et de l'éducation) pour remettre en place la formation des enseignants, augmentation des inscriptions aux concours, création des emplois d'avenir professeur pour diversifier les recrutements, lancement de la consultation sur la refondation du métier d'enseignant : **c'est bien avec la communauté éducative que nous remporterons la bataille du savoir.**

Valoriser l'enseignement supérieur. L'enseignement supérieur français est pénalisé par une insuffisante lisibilité des diplômes, un taux d'échec conséquent en premier cycle universitaire et un cloisonnement contre-productif entre universités, grandes écoles, laboratoires de recherche et entreprises. **La loi pour l'enseignement supérieur permet de relever ces défis.**

Utiliser le numérique. Pour diversifier les canaux de transmission des savoirs, la majorité soutient **le développement du numérique du primaire à l'université.** Le codage informatique va progressivement être enseigné. La plate-forme France Université Numérique démocratise l'accès à tous les savoirs universitaires.

Transmettre la morale laïque. La République et ses valeurs sont notre patrimoine commun. Leur signification doit être transmise pour renforcer le vivre ensemble. En 2015, **un cours de morale laïque sera dispensé du CP à la terminale.** Il donnera lieu à une évaluation trimestrielle.

Un nouvel élan pour l'éducation prioritaire. Avec les 102 REP+ (réseaux d'éducation prioritaire), la majorité concentre de nouveaux moyens sur des bassins de vie où l'effort de la République pour la réussite doit être le plus fort (accompagnement renforcé, stabilisation des équipes pédagogiques, ...).

Favoriser l'intégration scolaire des enfants handicapés. **227.000 enfants handicapés suivent un cursus scolaire.** Les 28.000 auxiliaires de vie scolaire qui les accompagnent ont obtenu une reconnaissance de leur métier et ont été titularisés.

Et aussi : renforcement de la diversité dans les classes préparatoires, développement du numérique à l'école, soutien à la modernisation de la presse, ...



▶ Une rentrée ambitieuse

Mieux apprendre, mieux réussir

La réforme des rythmes scolaires, violemment critiquée par l'UMP, s'est déployée dans toutes les communes de France. La catastrophe espérée par les cassandres n'a pas eu lieu ! Le retour de la semaine de cours à neuf demi-journées, enrichies d'activités périscolaires, était une nécessité pour permettre de nouveau l'acquisition du socle fondamental et renouer avec l'égalité des chances.

Les finances publiques

Diviser par 2 le déficit budgétaire. L'héritage des années Sarkozy, ce sont les **2.000 milliards d'euros de dette publique** qui pèsent sur les Français ! Entre 2010 et 2014, le déficit public a été divisé par deux grâce à l'action déterminée de la gauche. Cet effort va se poursuivre.

Réduire la dépense publique. De 2015 à 2017, un **plan de réduction de la dépense publique de 50 milliards d'euros** va être mis en œuvre : 18 sur l'Etat, 10 sur l'assurance maladie, 11 sur la protection sociale et 11 sur les collectivités territoriales.

Abaisser les taux d'intérêt soumis à la France. Pour la droite, la victoire de la gauche devait marquer le début de l'apocalypse financière. Il s'agit au contraire d'un sauvetage. Preuve du retour de la confiance en la signature française, **notre pays emprunte à 1,3% sur 10 ans. Du jamais vu.**

Une fiscalité alourdie sur les hauts revenus. Contribution exceptionnelle de 75% pour les revenus supérieurs à 1 million d'euros par an, création d'une tranche à 45% pour les revenus supérieurs à 150.000 euros par an : les hauts revenus sont mis à contribution.

• Pour redresser les finances publiques, nous
• menons également une lutte impitoyable contre
• toutes les formes de fraude.

• **Lutter contre l'évasion fiscale.** Le durcissement
• des lois anti-fraude a permis aux pouvoirs publics de
• récupérer des mannes considérables. Pour 2014,
• **1,8 milliard d'euros de recettes** vont être
• générées par le durcissement de la lutte contre
• l'évasion et les régularisations fiscales.

• **Lutter contre la fraude fiscale.** Une nouvelle loi
• permet de renforcer considérablement les moyens
• de l'administration et de la justice pour obtenir les
• **montants détournés des comptes de la nation.**
• Une fonction de procureur de la République financier
• est également créée.

• **Lutter contre les paradis fiscaux.** La lutte
• contre les paradis fiscaux revient sur le devant de
• la scène internationale. L'arsenal de lutte a été
• considérablement renforcé avec la **renégociation**
• **des conventions avec les paradis fiscaux** (Suisse,
• Andorre, Monaco, ...) et l'obtention des fichiers
• bancaires.



▶ Une rentrée ambitieuse

Lutter contre la fraude des multinationales

La France a remporté d'importants combats contre la fraude fiscale des particuliers. Le prochain défi concerne les abus fiscaux des grandes multinationales et plus particulièrement des géants du numérique (Facebook, Apple, Amazon, Netflix). Un mouvement s'est engagé et les initiatives françaises suscitent une adhésion croissante au sein de l'Union européenne et du G20.

La solidarité

Prendre en compte la pénibilité. A compter du 1er janvier 2016, un **compte pénibilité** sera introduit pour réduire la durée de cotisation des travailleurs exerçant des métiers pénibles. Longtemps promise, cette prise en compte va devenir effective grâce à la gauche.

Rétablir la retraite à 60 ans pour les carrières longues. L'UMP avait mis fin à la possibilité pour les travailleurs aux carrières longues de partir à la retraite à 60 ans. Un décret du 3 juillet 2012 a corrigé cette injustice. **115.000 Français** ont d'ores et déjà profité de cette mesure.

Généraliser la complémentaire santé pour les travailleurs. Négociée avec les partenaires sociaux dans le cadre de l'ANI, la généralisation de la complémentaire santé pour tous les travailleurs est une **avancée sociale majeure**. Elle sera définitive au 1er janvier 2016.

Instaurer des droits rechargeables à l'assurance-chômage. Négociés avec les partenaires sociaux dans le cadre de l'ANI, **les droits rechargeables permettent, depuis le 1er octobre 2014**, à un chômeur qui reprend un emploi de conserver ses droits anciens et ainsi de le prémunir contre les effets d'une fin précoce de son nouveau contrat.

Améliorer la couverture santé des Français. La revalorisation des plafonds permet à un nombre

croissant de Français (familles et retraités modestes) de pouvoir accéder à une complémentaire santé. Pour la seule année 2014, 400.000 Français supplémentaires devraient ainsi accéder à la CMU ou à l'ACS.

Prendre en compte les congés maternité. Grâce au décret du 1er juin 2014, les **trimestres de congés maternité** sont enfin pris en compte dans le calcul de la durée de cotisation pour la retraite.

Lutter contre le travail précaire. Dans le cadre de l'ANI négocié par les partenaires sociaux, une surtaxation des CDD a été décidée pour **encourager le recours aux CDI**.

Une fiscalité plus juste. Alourdissement de la fiscalité sur les revenus financiers, fiscalisation des stock-options, abaissement de l'abattement sur les successions à 100.000 euros, plafonnement des niches fiscales limitant les économies d'impôt à 10.000 euros par foyer fiscal : la justice sociale, c'est aussi la **justice fiscale**.

Et aussi : prolongement de la trêve hivernale sur le logement et l'énergie jusqu'au 31 mars, plan cancer 2014-2019, rétablissement d'une aide médicale d'Etat pleine et entière, ...



▶ Une rentrée ambitieuse

Adapter la société au vieillissement

Les personnes âgées, la droite en parlait beaucoup... Pendant cinq ans, Nicolas Sarkozy a annoncé une loi sur le vieillissement qui n'est jamais venue. La gauche, elle, a engagé la mobilisation générale pour renforcer les moyens d'accompagnement de la dépendance et mieux prendre en compte les mutations engendrées par le vieillissement de la population. La loi adoptée en cette rentrée doit permettre la mobilisation de 645 millions d'euros supplémentaires en année pleine.

Le territoire

Lancer les métropoles. Aix-Marseille, Bordeaux, Brest, Grenoble, Lille, Lyon, Montpellier, Nantes, Nice, Paris, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse, la loi sur les métropoles va permettre aux grandes capitales régionales de renforcer leur développement et de mieux structurer leur contribution au rayonnement de l'ensemble des territoires urbains et ruraux qui les entourent.

Soutenir la ruralité. La France a arraché un maintien des crédits européens en faveur de l'agriculture et du développement rural (PAC). La loi de modernisation agricole et les **assises de la ruralité** vont également permettre de renforcer l'attractivité des secteurs ruraux.

Lutter contre la pauvreté. Certains quartiers de la République subissent une ségrégation sociale et territoriale. La nouvelle géographie prioritaire permet de concentrer les moyens, de débureaucratiser l'action des pouvoirs publics pour **sortir des quartiers entiers de la pauvreté** et du désespoir.

Promouvoir les grandes infrastructures. TGV Lyon-Turin, Canal Seine Nord, grand campus pluridisciplinaire de Saclay, modernisation du réseau ferroviaire : la **création et le renforcement des infrastructures** vont aussi contribuer au retour de la croissance.

- **Mobilisation générale pour Marseille.**

- Transports, développement économique, aménagement : Marseille fait face à d'importantes difficultés. Un plan de mobilisation de **3 milliards d'euros** et la concentration de moyens vont permettre à cette grande cité méditerranéenne de prendre un nouvel élan.

- **Construire une grande métropole parisienne.**

- **200 kilomètres de métro et 72 nouvelles gares** vont voir le jour dans les quinze prochaines années pour éviter la saturation de l'agglomération parisienne et lui permettre d'être toujours plus attractive face aux autres grandes capitales internationales.

- **Lutter contre les déserts médicaux.**

- Un salaire garanti de 4.600 euros est désormais proposé aux jeunes médecins qui s'installent dans les déserts médicaux. L'objectif du gouvernement est de garantir à chaque Français un **pôle médical d'urgence à moins de 30 minutes de son domicile.**

- **Et aussi :** pacte d'avenir pour la Bretagne, réforme du scrutin départemental avec un ticket paritaire, mobilisation de 2,5 milliards d'euros annuels pour la rénovation du réseau ferroviaire,...



Une rentrée ambitieuse

Réussir la réforme territoriale

Nouveau découpage de la carte régionale, réforme des départements et des intercommunalités, nouvelle répartition des compétences entre les collectivités pour plus de responsabilité, de lisibilité et d'efficacité : la réforme territoriale se poursuit tout au long de l'automne 2014.

La mondialisation

> Réorienter la construction européenne

Assouplir la politique de la Banque Centrale Européenne. Baisse de l'euro de 10% en quelques mois, niveau des taux d'intérêt à un niveau historiquement bas, l'assouplissement de la politique monétaire en faveur de la croissance et de l'emploi, réclamé par la France depuis 2012, prend corps.

Surveiller la finance. L'union bancaire va permettre de mieux prévenir les crises et doter l'Europe d'un outil commun de surveillance des 300 plus grandes banques du continent.

Lutter contre les abus sociaux. La France a engagé un bras de fer européen pour lutter contre le dumping social qui favorise le développement du travail low cost. Les fraudes et les dérives des entreprises pratiquant le détachement abusif vont être sanctionnées grâce à la loi Savary.

Taxer les flux financiers. La **taxe européenne sur les transactions financières** va voir le jour dans 11 Etats membres. La France a pris les devants dès le 1er août 2012 avec un taux de 0,2%.

▶ Une rentrée ambitieuse

Un plan de relance européen

Les négociations portant sur le programme de la commission Juncker ont permis à la France et l'Italie d'obtenir la mise en place d'un véritable plan de relance européen doté de 300 milliards d'euros. Son contenu sera détaillé à la fin de l'année 2014.

Et aussi : préservation de la PAC, pacte européen pour la croissance, refonte de la politique française de développement international, lutte contre les paradis fiscaux, ...

> Construire une autre mondialisation



Sauver les négociations climatiques. Dans l'impasse depuis l'échec de la conférence de Copenhague, les négociations climatiques se poursuivent. Fin 2015, la France accueillera la COP21. Notre diplomatie est mobilisée pour construire des consensus permettant d'atteindre un accord contraignant pour enrayer les dérèglements climatiques.

Secourir la République Centrafricaine. Le 5 décembre 2013, soutenue par un mandat des Nations Unies, la France est intervenue en RCA dans le cadre de l'opération Sangaris pour **empêcher un génocide** qui aurait fait de la RCA un nouveau Rwanda.

Libérer le Mali. Le 11 janvier 2013, répondant à l'appel du peuple malien, François Hollande a lancé l'**opération Serval**. Conduite avec nos partenaires africains et européens, cette intervention a fait reculer les terroristes et offre un nouvel avenir aux Maliens dans une société pacifiée.

▶ Une rentrée ambitieuse

Lutter contre le djihadisme en Irak et en Syrie

L'organisation terroriste Daesh qui tente d'imposer son joug barbare aux habitants d'Irak et de Syrie est combattue par une large coalition internationale mobilisée notamment par la France dans le cadre de la conférence de Paris du 15 septembre 2014.

La société

Mariage pour tous. Grâce à la loi Taubira-Bertinotti, **plus de 10.000 couples de même sexe ont pu se dire « oui »** devant leur maire. Malgré l'hostilité violente de la droite et de l'extrême droite, la majorité de gauche a mis en œuvre cet engagement du Président.

Egalité entre les femmes et les hommes. Réduction des inégalités professionnelles, lutte contre les violences et la précarité féminine, amélioration des conditions d'accès aux responsabilités : la loi du 4 août 2014 est un **progrès majeur pour l'égalité.**

Une vie politique plus transparente. La France était en retard en matière de transparence et de lutte contre la corruption. La loi sur la transparence de la vie publique change la donne. Création d'une haute autorité chargée de contrôler les responsables publics, déclaration de patrimoine obligatoire pour les principaux responsables publics, lutte contre les conflits d'intérêt : **les nouveaux outils renforcent la démocratie.**

Limitier le cumul des mandats. A partir de 2017 et malgré l'opposition de la droite, il ne sera plus possible pour un parlementaire de cumuler sa fonction avec un rôle exécutif (maire, adjoint, président, vice-président) dans une collectivité territoriale.

Apaiser le débat sur l'immigration. Création de titres de séjour pluriannuels, amélioration du traitement des demandes d'asile, abrogation de la circulaire Guéant

et du délit de solidarité, fin de la course au chiffre, lutte impitoyable contre les filières d'immigration clandestine : la gauche apporte la preuve qu'il est possible de conduire une **politique migratoire maîtrisée et juste.**

Défendre la laïcité. La laïcité est une valeur essentielle de la République. Elle est défendue face à tous les extrémismes. Une **charte de la laïcité** est désormais apposée dans toutes les écoles publiques.

Accompagner les personnes en fin de vie. Deux députés, Alain Claeys (SRC) et Jean Léonetti (UMP) ont été chargés par le gouvernement de préparer une loi pour faire évoluer la législation dans ce domaine sensible et renforcer le **droit à mourir dans la dignité.**

Faciliter l'accès à la nationalité française. Alors que l'UMP avait fait du blocage des naturalisations l'un des axes de sa politique, la majorité de gauche a assoupli les conditions permettant aux immigrés qui le souhaitent de **rejoindre la communauté nationale.** Un amendement « chibani » récemment adopté a, en outre, assoupli les conditions de naturalisation des immigrés âgés de plus de 65 ans (25 années de résidence et enfants nés en France).

Une République plus sobre. Baisse de 30% des salaires du Président de la République et des ministres, plafonnement du nombre de membres de cabinets, limitation de 1 à 20 des salaires dans la fonction publique : les années bling-bling sont bien finies.

Et aussi : plan national anti-tabac, rétablissement du délit de harcèlement sexuel, abrogation de la loi Ciotti sur l'absentéisme scolaire, ...



Montée en puissance du service civique

D'ici à la fin du quinquennat, 100.000 services civiques annuels seront proposés aux jeunes qui souhaitent s'engager dans le domaine éducatif, sportif, sanitaire, associatif ou culturel. La majorité de gauche est convaincue que la généralisation progressive du service civique va être un puissant moteur de cohésion nationale.

La sécurité

Mieux combattre la délinquance. 80 zones de sécurité prioritaires ont été créées pour mieux coordonner les moyens des acteurs de la sécurité. La République s'organise pour faire reculer la délinquance là où elle est la plus forte.

Lutter contre la récidive. La réforme pénale en cours d'adoption permet de doter le système judiciaire de nouveaux moyens pour améliorer l'efficacité des peines et **lutter utilement contre la récidive** grâce à un meilleur suivi des personnes condamnées.

Laisser les juges faire leur travail. Le temps des pressions, des commentaires et des mutations de circonstance est révolu. **La gauche laisse les juges faire leur travail** et c'est très bien comme cela.

Moderniser le travail des forces de sécurité. Contrôles fondés sur les seuls enjeux de sécurité publique, respect entre agents et usagers, identification des agents en service : l'instauration début 2014 d'un nouveau code de déontologie de la police et de la gendarmerie et la réforme de l'inspection générale de la police nationale vont **renforcer le lien de confiance qui unit les forces de sécurité à la population.**

Plan national de lutte contre les cambriolages. Le renforcement de la vidéo-protection, la lutte contre les trafics organisés, la protection des commerces les plus

menacés et une meilleure coordination de la présence des forces sur le terrain permettent de **mieux lutter contre les cambriolages.**

Assurer la cyberprotection de la France. Nos sociétés sont de plus en plus vulnérables face aux menaces numériques. Le scandale Prism prouve la pertinence de la concentration de **nouveaux moyens sur la cyberdéfense.**

La Défense, acteur de la sécurité nationale. La loi de programmation militaire issue du dernier livre blanc renforce la dimension de protection du territoire dans les missions conduites par les armées.

Réussir la justice du 21^{ème} siècle. Issu d'une large concertation de tous les professionnels de la justice, le programme « Justice du 21^{ème} siècle » va se concrétiser dans une loi examinée dans les prochains mois. Elle permettra de rapprocher la justice des citoyens (renforcement du soutien aux victimes, développement des modes alternatifs de règlement des litiges, accès facilité à la justice, réduction des délais, réorganisation des parquets, ...).

Et aussi : nouveau service statistique ministériel sur les chiffres de la délinquance sous contrôle de l'INSEE pour garantir son indépendance, baisse de la mortalité sur les routes, lutte contre les violences domestiques, ...



Une rentrée ambitieuse

Lutter contre le terrorisme

Pour lutter contre le développement de filières djihadistes en France, une nouvelle loi est en cours d'adoption. Elle permet de renforcer les moyens opérationnels et réglementaires pour combattre, sur Internet et dans nos villes, l'endoctrinement et la violence. Cette lutte sera particulièrement renforcée sur Internet et les réseaux sociaux.

Le quotidien

Protéger les consommateurs. Bouclier tarifaire pour les usagers des banques, lutte contre les clauses abusives en matière d'assurance et de télécom, régulation du commerce électronique, lutte contre l'obsolescence programmée : la nouvelle **loi sur la consommation protège le porte-monnaie des Français.**

Créer l'action de groupe à la française. L'action de groupe à la française permet aux associations de consommateurs d'assigner en justice les professionnels commettant des abus. Première action du genre : l'UFC – Que choisir attaque Foncia au nom des 318.000 locataires du parc privé géré par ce réseau.

Faire baisser le prix des lunettes. Grâce à une amélioration des conditions de concurrence sur le marché des lunettes, les prix payés par les Français vont prochainement **baisser de 30 à 40%.**

Soutenir la petite enfance. Avec 822.000 naissances par an, la France est le champion européen de la natalité. **275.000 nouvelles places** de crèche et auprès d'assistantes maternelles vont donc être créées dans les 5 années qui viennent.

Réguler les stages. La proposition de loi Khiroumi a été adoptée pour mieux valoriser cette étape

professionnelle dans les parcours de formation, garantissant de **nouveaux droits pour les stagiaires** et lutter contre les recours abusifs aux stages.

Valoriser les terroirs et les savoir-faire. Les **indications géographiques protégées** sont désormais étendues aux produits artisanaux et manufacturés. Le « fait maison » donnera lieu à une identification systématique dans les restaurants.

Lutter contre les comptes en déshérence. Près de **4 milliards d'euros** dorment sur des comptes appartenant à des Français décédés. La loi Eckert permet de doter la puissance publique des moyens de rendre cet argent à ceux auxquels il revient et de remettre cette manne financière dans l'économie.

Sauver l'aide alimentaire. Remis en cause par les libéraux européens, le **programme européen d'aide aux plus démunis qui fournit des repas** et des denrées aux grandes associations caritatives était menacé. L'action de la France et de ses partenaires a permis de préserver ce programme indispensable. Par ailleurs, le gouvernement a décidé l'exonération fiscale des dons en nature proposés par les agriculteurs aux associations caritatives.



▶ Une rentrée ambitieuse

Réformer le permis de conduire.

Quoi de plus pratique et de plus concret que le permis de conduire ? Avant la fin de l'année, une réforme le concernant sera adoptée pour réduire les délais de passage. Depuis de nombreuses années, l'attente pour passer le permis s'allonge, pénalisant l'accès des jeunes à la mobilité et bien souvent, à un emploi.

L'avenir

Assurer l'équilibre des régimes de retraites. Alors que le déficit prévisionnel de la branche retraites de la sécurité sociale allait être de 20 milliards d'euros en 2020, le gouvernement a engagé une **réforme courageuse** mettant à contribution entreprises, salariés et retraités de manière équilibrée. La solidarité intergénérationnelle, au cœur de notre modèle social, est ainsi préservée.

Investissements d'avenir. Transition écologique et énergétique, innovation, enseignement supérieur, santé, transports publics : **12 milliards d'euros sur 10 ans** vont être consacrés à des investissements qui préparent l'avenir de la France.

Moderniser notre système ferroviaire. La loi ferroviaire du 4 août 2014 permet de mettre fin aux effets néfastes de la scission RFF / SNCF et de doter **notre système ferroviaire des moyens de procéder aux investissements** qui assurent son développement et la sécurité des lignes.

Aller vers le très haut débit. Un plan d'investissement de **20 milliards d'euros sur 10 ans** a été présenté pour mieux connecter l'ensemble du territoire.

Faire émerger des champions français de l'Internet. Lancement de « FRENCH TECH », une

• pépinière numérique pour rattraper le retard
• français, développement du numérique dans le
• système scolaire et universitaire, rejet de la vente
• de Dailymotion à Yahoo : la gauche met tout en
• œuvre pour faire émerger une **industrie numérique
française puissante et indépendante.**

• **Protéger les secteurs stratégiques.** Le décret
• du 14 mai 2014 soumet certains investissements
• étrangers dans des secteurs stratégiques (énergie,
• transport, télécom, eau, santé) à autorisation
• préalable pour éviter que des savoir-faire et des
• technologies nationales soient détournés par des
• groupes peu scrupuleux. La cohérence de notre
• appareil productif, c'est aussi la préparation de
• l'avenir comme l'a prouvé la **gestion du dossier
Alstom.**

• **Relancer la construction de logements.** Dispositif
• Pinel en faveur de la construction, élargissement du
• prêt à taux zéro, mise à disposition de terrains de
• l'Etat pour construire des logements sociaux, taux de
• TVA réduit pour les programmes en zones urbaines
• sensibles apportant de la mixité : le gouvernement
• veut **relancer le secteur de la construction** qui
• manque de dynamisme depuis plus de 10 ans.



▶ Une rentrée ambitieuse

Préparer l'avenir, c'est répondre au défi environnemental. Avec la loi de transition énergétique, la gauche fixe un programme ambitieux pour notre pays en la matière : développement des énergies renouvelables, plan massif de rénovation thermique des logements, soutien à l'économie circulaire et aux véhicules propres, ... Cette loi est le point de départ d'une véritable mutation qui concilie protection de la planète, développement économique et progrès social.

2012 - 2014 : la gauche en actes

Avec l'information continue, nous sommes entrés dans une ère de zapping permanent qui laisse peu de place à la démonstration et à l'explication. Dans ce contexte, les raccourcis simplistes sont tentants. Ainsi, certains commentateurs voudraient alors nous faire croire qu'il n'y a pas de différence entre la gauche et la droite et, qu'au fond, voter ne sert plus à grand chose.

Voilà 10 preuves de l'importance d'avoir une majorité de gauche :

1. pour l'éducation

- embauche de 60.000 personnels après les fermetures de classes des années UMP
- des nouveaux rythmes scolaires pour mieux apprendre
- renforcement du système des bourses

2. pour l'emploi

- contrats de génération dans le secteur privé
- 150.000 emplois d'avenir dans le secteur public et associatif
- retour du dialogue social

3. pour le volontarisme économique

- 34 plans de reconquête industrielle
- décret Alstom et lutte contre les délocalisations
- création d'une banque publique pour soutenir l'investissement
- pacte de responsabilité pour restaurer la compétitivité

4. pour la préférence sociale

- revalorisation de 10% du RSA hors inflation
- protection des petites retraites et réforme de la dépendance
- 500.000 bénéficiaires supplémentaires d'une complémentaire CMU-C et ACS

5. pour le monde du travail

- décret rétablissant la retraite à 60 ans pour les carrières longues
- prise en compte de la pénibilité pour la retraite
- création d'un compte personnel de formation

6. pour l'égalité

- loi pour l'égalité entre les femmes et les hommes
- loi sur le mariage pour tous

7. pour l'environnement

- conférence internationale de Paris sur le climat (fin 2015)
- développement des énergies renouvelables
- rénovation thermique des logements

8. pour la justice fiscale

- lutte contre l'évasion fiscale (1,8 milliards d'euros de recettes en 2014)
- lutte contre les paradis fiscaux
- division par deux du déficit public entre 2010 et 2014

9. pour la réorientation européenne

- baisse de l'euro (-10% en quelques mois)
- plan de relance de 300 milliards de la commission Juncker
- union bancaire pour contrôler les banques et taxe sur les transactions financières

10. pour une République modernisée

- fin du cumul des mandats en 2017
- contrôle renforcé des principaux responsables publics (patrimoine et intérêts)
- réforme territoriale

→ Rentrée 2014 :

un plan de travail dense !

Réforme territoriale

Conférence climat Paris 2015

Plan de relance pour le logement

Baisses
d'impôt
Mali / RCA

Transition énergétique et croissance verte

Défi européen Priorité à l'apprentissage

Lutte contre le terrorisme PLF 2015
Fusion RSA / PPE PLFSS 2015

Poursuite de la simplification Réforme de la dépendance
Réforme de l'asile Réforme du permis de conduire

>>>> SUR INTERNET :

- **Participer à la simplification :**
www.faire-simple.gouv.fr
- **Suivre des cours universitaires :**
www.france-universite-numerique.fr
- **Consulter les déclarations d'intérêt des parlementaires et des ministres :**
www.hatvp.fr
- **Engager la rénovation thermique de son logement :**
www.renovation-info-service.gouv.fr
- **Candidater au service civique**
www.service-civique.gouv.fr
- **La transparence sur les médicaments**
www.medicaments.gouv.fr